



L'AFFAMÉ

ORGANE COMMUNISTE-ANARCHISTE PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS

Abonnement pour la France

Un an..... 6 fr. — Six mois..... 3 fr.
Trois mois..... 1 fr. 50

Adresser toutes Correspondances à l'Administrateur

Quai de Rive-Neuve, 1 A

MARSEILLE

Abonnement pour l'Étranger

Un an..... Fr. 7,50 — Six mois..... Fr. 3,75
Trois mois..... 2 fr.

HOMMES LOYAUX ET ÊTRES VILS

Nous sommes arrivés au 95^{me} anniversaire de la prise de la Bastille, mais non de la Révolution française, car à cette heure, cette Révolution est encore debout menaçante pour l'ordre de choses actuel; et, pour l'intelligence des faits historiques passés, pour tirer de ces faits une déduction sensée qui permette au mouvement révolutionnaire de se guider sûrement dans la lutte qui s'annonce farouche et terrible, sans que rien ne puisse ni la retarder, ni l'amoinrir, nous avons besoin de comparer la grandeur des hommes de cette époque à l'ignominie des êtres vils qui sont aujourd'hui les maîtres de la situation politique et économique.

Si nous jetons un coup d'œil rétrospectif sur cette époque, que ces microbes s'apprentent à fêter comme s'ils en eussent été les héros, que voyons-nous ?

Les paysans, ivres d'indépendance, exaltés par la bourgeoisie d'alors, se jeter sur les châteaux des nobles pour les piller, les brûler, afin de se venger des iniquités passées et jeter en faisant ainsi la terreur dans le camp ennemi.

Les Ferry et autres Waldeck d'alors applaudissaient à ces actes héroïques; ils les chantaient et les enregistraient avec gloire; car ces lutteurs énergiques, aplanissaient le chemin qui devait conduire ces reptiles au pouvoir.

La bourgeoisie dépouillant la noblesse? C'était de bon ton alors; elle s'emparait des biens des émigrés? C'était justice; quitte à faire payer les pots cassés, sous forme d'impôts, par ce peuple qu'elle s'apprenait à frustrer à son tour.

Les rares hommes qui, dans ce mouvement, ne voyaient que le but qu'il fallait atteindre et qui le sentaient prêt à leur échapper, tombaient fièrement tour à tour, victimes de leur dévouement au principe qu'ils défendaient.

Aujourd'hui que les descendants de ces héros sont au pouvoir, à la fortune, ils ont renié ce passé, et nous les voyons aussi vils que leurs aïeux furent grands. La corruption qui nous a fait cette humanité en putrefaction n'est due qu'à une seule chose: La propriété individuelle, mère de l'autorité.

Les Jacques d'alors étaient des libérateurs! Aujourd'hui, les anarchistes, leurs continuateurs, usant des mêmes moyens, sont, dit-on, des voleurs, des assassins; et ceci, parce qu'au lieu de travailler pour une poignée d'intrigants, ils offrent leur liberté, leur vie, à l'humanité entière.

Non! non! nos coups ne visent plus le blason qui te valait cent fois, Bourgeoisie immonde, mais bien tes coffres-forts, qui sont les bastilles actuelles; de là ta Rage! Qui nos coups te sont destinés, et si l'on te compare à ceux que tu as eu l'imprudence de remplacer, on ne voit plus qu'un crapaud hideux et répugnant, bavant sur les ruines d'un paon fier et bête.

Notre coup d'œil rétrospectif nous

met en face de la Bastille, cette prison inexpugnable autrefois, tombée aux mains du prolétariat qui, seul mourut pour l'anéantir. Après cette conquête, ce peuple, grisé de sa victoire, remet sa souveraineté entre les mains des plus hardis, des plus intrigants, croyant (chose permise alors) que les promesses avaient une valeur; mais, trompé, ce peuple eut encore, au moins, la satisfaction de voir ceux qui le volaient se disputer courageusement ses dépouilles, tandis qu'aujourd'hui, les coupe-jarrets qui l'enchaînent sont aussi lâches que méprisables. La soif de l'or a fait deux des êtres hors la nature, hors l'humanité.

Plus tard encore, ce prolétariat, au cœur duquel avait soufflé le vent de l'indépendance, au milieu duquel avait été allumé certaines vellétés de liberté, fut enchaîné par les lois de la guerre, que les plus habiles voyaient venir avec bonheur, sachant bien que les lauriers ne prennent réellement racine que dans des fleuves de sang.

Voilà ce que ce coup d'œil offre à nos méditations. Nous en déduisons donc :

1^o Que le patriotisme, cette fibre que l'on cherche en vain à faire vibrer encore aujourd'hui, est un piège grossier dans lequel les travailleurs se refusent à tomber de nouveau;

2^o Que nous ne pouvons faire mieux que d'imiter nos ancêtres, les paysans d'autrefois, en nous ruant sur le capital, pour le détruire, avec la même furie qu'ils se sont jetés sur les repaires de la noblesse.

Le passé a donné raison aux efforts des Jacques; l'avenir donnera raison au courage des anarchistes.

Le paysan de 89 crevait de misère. En allant à la destruction de l'ennemi, il n'engageait donc qu'une vie, qu'il avait peine à garder de la faim; Aujourd'hui l'exploité a une plus grande somme de bien-être relatif, aussi craint-il de le compromettre. Nous avons donc de coupables faiblesses à mettre en regard de dévouements sublimes.

Voyons, peuple d'exploités, masse d'esclaves du capital, ouvriras-tu les yeux? Verras-tu clair? et finiras-tu par reconnaître que les moyens violents employés autrefois, quoiqu'ils n'aient produit qu'un résultat bâtard, n'en sont pas moins ceux qui en raison du vieil état de choses, et que, par conséquence, comme ce qui s'est greffé sur ce qui est tombé vaut encore moins, il faut, toute politique cessante, recourir à l'arme que l'expérience nous désigne si affirmativement? Tu sais bien que toutes les tentatives pacifiques essayées n'ont fait que te river plus étroitement à ce boulet infâme: le Capital! Eh bien alors, ressaisis donc vigoureusement ce moyen, que l'histoire met dans tes mains, applique ce remède plus vigoureusement encore que tes devanciers. Alors, avec le développement acquis par ton cerveau, avec ce que tu sais, tu pourras faire ta révolution à toi, pour toi; non pour toi seul, car tu n'as rien d'individuel, toi, peuple, ou alors tu deviendras bourgeois, mais bien une Révolution au bénéfice de l'humanité entière.

Jette donc par dessus bord les scrupules imbéciles; frappe sans pitié qui te menace, renverse qui te gêne, supprime qui te fait obstacle, hommes ou choses, ne reconnait d'autre autorité que ton jugement, ta volonté. (Nous avons mainte fois démontré combien ces deux facteurs pouvaient se donner satisfaction dans l'intérêt général).

Dès le début de ta campagne, il y aura, nous le savons, des victimes innocentes. Eh! qu'importe! marche en avant! pas de sensiblerie! Si tu veux annéantir ton ennemi, il faut supprimer la bourgeoisie, si tu ne veux pas, non qu'elle te supprime, car tu es sa vie, mais qu'elle te couche, enchaîné à ses pieds.

Allons! allons! à l'œuvre les nouveaux Jacques! Sortez de dessous terre, et que, quels qu'ils soient, ceux qui prétendent vous diriger, vous gouverner, tombent sous vos coups.

Quant on vous dira: « Vous êtes des assassins! » montrez les cadavres des vôtres tombés depuis 95 ans et répondez: « Nous sommes de trop pâles imitateurs. »

Quant on vous dira que vous êtes des voleurs! montrez vos haillons, vos membres amaigris par les privations, et répondez que vous n'avez, vous, ni coffres-forts, ni privilèges à défendre.

Quant on vous dira, enfin, que vous déshonorez l'humanité, criez: Halte-là! et coupez la langue qui aura proféré ce blasphème; fermez pour toujours la bouche qui aura vomie ce mensonge; puis, dites lui: Nous voulons arracher cette humanité à son martyre, où toi et les tiens l'avez rivée depuis des siècles et des siècles»; et, cela fait, reprenez votre marche en avant, le fer et le feu à la main.

L'AMNISTIE

POUR

LES PRISONNIERS POLITIQUES

A différentes reprises, dans les conseils municipaux, généraux, même dans la Chambre des députés, on a émis le vœu d'une amnistie pour tous les prisonniers politiques.

Nous autres, anarchistes, nous ne pouvons nous joindre à ce vœu et nous sommes sûrs que nos compagnons empoisonnés pensent comme nous.

L'amnistie, en réalité, qu'est-elle? Le pardon pour des faits, considérés délictueux par nos gouvernants. Eh bien, nous n'avons point besoin de votre pardon, messieurs les ministres et députés. Nous agissons en notre plein droit quand nous invitons les prolétaires à briser leurs chaînes, quand nous leur disons qu'il faut qu'ils s'unissent par-dessus les frontières, qu'ils se coalisent avec leurs frères allemands, italiens et autres pour combattre la coalition des barons de la bourse qui se sont substitués aux barons de la grande route d'autrefois. Et aucune loi, aucune condamnation, aucune amnistie ne nous fera reculer d'un seul pas. Tous vos efforts, messieurs les politiciens, sont donc inutiles.

Mais ce que nous dirons toujours à

cette masse enfantine qui se met à fêter sur notre invitation l'anniversaire de cette grande journée, inoubliable à tout jamais pour tous les prolétaires, autant qu'elle permet aux successeurs de la noblesse d'élever d'autres bastilles, où ils mettent leurs adversaires politiques, non plus sur lettre de cachet, mais après condamnation légale; autant qu'elle permet qu'il y ait des hommes qui crèvent de faim à côté des palais des industriels et des boursicotiers qui se regorgent; autant qu'elle laisse partir ses enfants dans les contrées éloignées pour supprimer la liberté d'autres peuples, pendant que les gouvernants foulent aux pieds le principe de la liberté chez nous; autant, elle n'a point le droit de se réjouir de la journée glorieuse que les prolétaires de 1789 ont faite.

Prolétaires français, si vous voulez être dignes de vos aïeux, si le cri: Vive la liberté! vous vient du cœur, alors renversez les bastilles que la bourgeoisie régnante a élevé, détruisez les privilèges des exploités actuels comme vos ancêtres ont détruit ceux des nobles; brisez les entraves qu'on met continuellement et toujours de nouveau à la liberté et alors, mais seulement alors, vous aurez le droit de vous réjouir du 14 juillet, parce que vous pourrez dire en toute conscience: Les assiégeants de la Bastille n'ont pas lutté pour rien; ils ont ouvert le chemin de la liberté et nous, leurs dignes descendants, nous avons accompli leur œuvre.

Les dépositaires qui n'ont pas réglé ne recevront pas ce numéro. Ceux qui ont payé devront s'adresser à la poste (sans affranchir) dans le cas où le journal ne leur parviendrait pas.

Que les dépositaires réclament aux bureaux des postes sans crainte, car l'expédition des numéros 3 et 4 a été faite.

Nous enverrons dans le courant de la semaine du bulletin d'encaissement. Nous prions les abonnés qui seraient obligés de s'absenter de laisser des ordres en conséquence; car, n'étant pas millionnaire, nous prévenons ceux qui n'auraient pas payé que le service du journal ne leur sera plus fait.

LEUR FÊTE

Les préparatifs de la fête bourgeoise — dite nationale — semblent pour le moment ne pas être poussés bien fort. Cela serait à espérer pour l'avenir des travailleurs. Auraient-ils compris la véritable signification de cette fête; c'est ce que nous souhaitons sincèrement.

Toujours est-il, en attendant, que que quelques comités se forment dans plusieurs quartiers et font à grand renfort de grosse caisse, appel au patriotisme des citoyens. Quelle belle chose que ces comités! On se dirait en pleine période électorale. Depuis l'épicer du coin, jusqu'au cafetier d'en face, tous sont d'accord et déploient un zèle — exagéré — pour soutenir le candidat du jour: la Fête. Voyez un président d'un comité d'organisation, c'est un commerçant fortuné dont l'ambition inassouvie demande encore des honneurs. On se croirait en face d'un sénateur.

Voyez aussi ce jeune homme à la démarche fière, à l'allure un peu sévère, c'est le secrétaire, il s'en va stimuler le courage des bons patriotes.

Ah ! que tout cela est magnifique !

Voyons aussi les membres de la commission, tous veulent tout faire et être à la hauteur de la situation. Le menuisier du renforcement prépare les planches pour dresser les tréteaux pour y faire danser les commères du quartier. L'épicier d'en face fournira la chandelle pour les lampions. Le marchand de vins fournira les rafraichissements (non gratuits, vous entendez !). Oh ! que ce monde là va s'amuser. Oui, effectivement, ceux qui s'amuseront ce jour-là, ce ne seront pas les travailleurs qui manquent de pain, et que la misère et les chômages, persistant de plus en plus, condamnent à rester dans leurs mansardes ; à moins qu'ils n'aillent sur les places où ont lieu les réjouissances, montrer leurs haillons, regarder avec dédain toute cette mascarade davantage comprise par les opprimés. A moins d'autre part, que content de leur situation ils n'aillent, le ventre serré par de longs jeûnes, le soir des illuminations, à l'heure où les heureux se rafraichissent se dire, qu'une si belle fête est si nourrissante!!!

Non ! s'il en était ainsi ce serait à désespérer de la classe malheureuse. Il faut au contraire qu'elle ne prenne aucune part à cette fête qui n'est en somme que la glorification de l'avènement de la classe qui l'opprime. Glorifier la bourgeoisie serait sanctionner son avertissement. Tous les sous que les prolétaires dépensent ce jour-là, s'en iront encore dans les poches de ceux qui nous exploitent et nous emprisonnent. On peut dire que ce sera la fête du commerce, la fête de l'exploitation.

Eh bien ! toi, prolétaire, lorsque ces illusions d'un jour se seront évanouies, il te faudra retourner à l'usine, au bagne

tu peux le faire exploiter pour vivre. Combien ne pourront en dire autant le lendemain. Ceux qui sont victimes de la surproduction et de la surpopulation industrielle ; tous ceux dont la machine a brisé les bras et qui sont condamnés à mourir de privations en attendant que nous tous, nous nous levions une bonne fois pour faire table rase de tout ce qui existe et de tout ce qui nous opprime et nous affame.

LE PEUPLE ET LA FÊTE

La bourgeoisie va encore affirmer son triomphe opportuniste sur la misère du peuple par des feux de joie, des illuminations et lui dire : Amuse-toi, danse, ne nous ennuie pas, aujourd'hui tu es libre ; va, tu peux hurler. Vive la République.

Mais que ce cri seul retentisse un jour et une nuit à nos oreilles et demain creve de faim.

Après avoir dansé et ri au son du cuivre, sur les places publiques, retourne dans les ateliers enrichir tes patrons et suer des millions pour que nous puissions gaver nos filles et tripoter sur une terre exotique quelconque.

Que nous importe que tes fils crévent du choléra à des millions de lieux en appelant leur flancé et leurs pauvres parents. Je te le demande, peuple, que veux-tu que cela nous fasse que tu souffres ? Rien, rien, la guerre aujourd'hui que tu commences seulement à comprendre est notre seul moyen de te dominer en t'imposant le respect du drapeau ; nous te prenons par ton côté faible : l'honneur national, l'amour propre, bête, stupide, passion humaine qui fait que deux peuples qui souffrent des mêmes besoins se jettent naturellement sur les baïonnettes et veulent réciproquement vaincre l'autre.

La bourgeoisie sait parfaitement quelle est la corde de sa harpe, tel jour elle sait faire vibrer pour que le son tinte aux oreilles.

Aussi en ce moment malgré le mal terrible qui sévit, les opportunistes veulent

que la fête ait lieu pour qu'au moins un jour le peuple se réjouisse et oublie sa misère en pensant pendant 364 jours, au seul jour où artificiellement il sera libre jusque dans une certaine mesure.

Le gouvernement aura beau faire il ne parviendra pas à son but qui serait d'atteler à son char les ouvriers.

Non ! jamais.

Nous sommes là nous que ni les promesses, ni l'or, ni la place ne peuvent corrompre.

Nous qui n'acceptons aucun palliatif, nous qui voulons que tout travailleur jouisse du produit de son labeur.

Malgré les cris de joie, malgré la profusion des lumières nous crierons casse-cou ; prends garde à toi peuple, la fête du 14 juillet 1881, 1789 n'est pas la tienne, c'est celle de la bourgeoisie qui a fait tuer les tiens et qui a tué la noblesse et usurpé sa gloire pour commander, pour jouir et te dominer toi qui toujours à côté de ces mêmes bourgeois qui sont au pouvoir entr'autres Grévy, qui n'ait le besoin d'un président combattait pour ton indépendance. Souviens-toi du rejet de la proposition Vaillant qui ne reçut pas de clôture pour ceux qui sont morts pour ton affranchissement. La haine du bourgeois pour le peuple s'est affirmée à la veille de la fête qu'on prétend célébrer. Allons, notre titre est bon, peuple, pour la fête :

Haine et vengeance.

LE CHOLÉRA ASIATIQUE ET LE CHOLÉRA SOCIAL

Les gens à courte vue ont une peur terrible du choléra, cette idée les met dans des transes mortelles, ce qui fait certainement plus de victimes que le microbe lui-même.

Nous autres, qui d'avance avons fait le sacrifice de notre liberté et de notre vie, nous voyons venir à nous le prétendu fléau avec le calme qui préside à tous nos actes, et qui en toutes circonstances, autres que celle-ci, fait frissonner les exploités qui

digèrent sur leurs chaises-longues. Et si notre sang-froid ne ressent aucune perturbation, cela provient d'un simple raisonnement que nous nous faisons. Voici ce que se disent les anarchistes : Le choléra asiatique est un ennemi vigoureux et franc, malgré son caractère d'indivisibilité, il se jette sur sa proie, l'empoigne dans ses mille ventouses, lui tord les entrailles ; en peu d'instants, il a raison de son adversaire qui meurt presque foudroyé.

Le microbe, ne s'attaquant qu'à quelques individus, ainsi que le font la foudre et les innombrables accidents auxquels nous sommes exposés à chaque seconde, ne devrait raisonnablement pas servir de cauchemar aux meurtres-de-faim du capitalisme et du machinisme, continuellement exposés qu'ils sont à crever de misère et d'inanition, dans les trous sales et puants qui leur servent d'habitation ou par les éclats d'une chaudière, que la rapacité du maître a oublié de renouveler.

L'animalcule cholérique est d'ailleurs inhérent à l'infecte société au milieu de laquelle nous râtons. Né dans l'autocratique Asie, vigilement transporté et précieusement entretenu à bord des pontons malpropres, dans lesquels les gouvernants et les spéculateurs (*ce qui est tout un*), groupent sordidement une foule de misérables marins, chargés par eux de subjuguier des villes et de rapporter de l'or, le microbe vient se développer dans les cités européennes seulement entretenues!!! par la rapacité municipale.

Mais il est une épidémie autrement implacable que celle qui nous vient du Sud, c'est le choléra social ; moins craint que son confrère, parce qu'il existe à l'état latent, et qu'il fait corps, pour ainsi dire, avec l'organisation des sociétés humaines, passe inaperçu, fauchant par centaines, par milliers ses victimes inconscientes qui, aveuglées, ne se doutent même pas de l'existence de leur inexorable en-

nemi. Nous le répétons, le choléra entretenu dans nos repaires malpropres n'est pas plus à craindre que la tuile qui doit nous fendre le crâne, ou que la foudre qui doit nous pulvériser. Ce qu'il faut combattre, ce n'est pas l'atôme invisible, c'est l'autorité administrative et bureaucratique, qui tue l'homme souvent avec violence, qui le tue lentement toujours. C'est la stupidité du suffrage universel, qui fait que l'homme exprime le désir de ses exploités, en croyant exprimer les siens propres.

C'est, nous l'avons déjà dit, la municipalité qui, sous prétexte d'administration, désorganise ce qui existe ; car organisation est synonyme de vol. C'est, en un mot, la propriété individuelle et son complice le numéraire, ces inséparables fauteurs de la misère et du vice, qui rendent des milliers d'hommes esclaves et complices des crimes de celui qui les exploite et les tue.

Encore une fois, le choléra qui se développe à Toulon serait bien vite vaincu et supprimé, si les habitants se décidaient à secouer violemment et définitivement la vermine administrative qui les empoisonne.

Allons, compagnons toulonnais ; employez donc le seul désinfectant qui soit entre vos mains, la violence, car, sachez-le, vous n'aurez raison du choléra asiatique qu'en supprimant son confrère l'autorité.

Plus de matras, plus d'épidémie.

Monsieur le Receveur des postes est prié de ne pas garder, pour ne pas dire autrement, les paquets de journaux que nous expédions, en payant comme les autres, aux dépositaires et non à sa personne.

Si ces mêmes faits se renouvelent nous rappellerons les administrateurs responsables à la plus élémentaire des pudeurs.

LETRE DE TOULON

Le Choléra

On cri vient de retentir : Le choléra vient d'envahir la ville de Toulon !

Aussitôt toutes les colonnes des feuilles bourgeoises ont regorgé de détails émouvants, mais aucune de ces feuilles n'a cherché à établir des responsabilités, à montrer l'incurie et l'ineptie des gouvernants.

Qu'importe à ces bourgeois ventrus que des braves travailleurs succombent atteints par le terrible fléau ; il leur restera toujours assez d'hommes pour leur servir de chair à machine ou de chair à canon. Mais, dira-t-on, le choléra ne choisit pas ses victimes, il frappe indistinctement : Erreur.

Ouvrez seulement la petite brochure que la municipalité de Toulon fait distribuer gratuitement et vous y lisez les lignes suivantes : « C'est dans les quartiers populaires, pauvres ouvriers, que les maladies épidémiques sévissent le plus, puisque c'est là que, dans des maisons étroites, dans des appartements trop petits, vit une population trop condensée. Par contre, dans les beaux quartiers où les familles aisées ou riches ont à leur disposition des grandes pièces d'habitation, les épidémies font peu de victimes. » Nous ajoutons qu'elles n'en font point, car nous lisons encore dans cette même brochure : « Heureux alors ceux qui peuvent fuir, aller à la campagne, respirer l'air des grands espaces. » C'est ce que se sont empressés de faire ces habitants des beaux quartiers.

La bourgeoisie ne pouvait pas mettre mieux en parallèle la misère des exploités et l'opulence des exploités. Les travailleurs vont donc payer au choléra l'impôt du sang.

En présence de la situation dans laquelle vont se trouver bon nombre de nos compagnons de misère, notre devoir est tout tracé : il faut que nous montrions aux prolétaires de quelle façon criminelle viennent encore de se manifester l'impéritie et la négligence administratives.

Commençons d'abord par établir la responsabilité de l'autorité maritime.

Les quarantaines. — La quarantaine que l'on fait subir aux transports venant de Cochinchine, où il y a peu de temps encore sévissait le choléra, est tout à fait dérisoire. Les transports, la plupart du temps, ne subissent qu'une quarantaine de un ou deux jours.

Les troupes. — Le premier cas cholé-

rique qui s'est produit dans l'armée de mer a amené le décès d'un marin du *Montebello*.

Il n'est point superflu de jeter un coup d'œil sur la situation dans laquelle se trouvent les troupes de la marine. Logés dans de vieux bateaux, véritables foyers d'épidémie, mal nourris, soumis, quant à la ration de vin, au caprice du premier galonné venu, qui peut supprimer cette ration sous un prétexte quelconque, telle est l'hygiène à laquelle nos marins sont soumis, ce qui les prédispose aux maladies épidémiques.

Il arrive donc que chaque année, à l'époque des fortes chaleurs et par suite de la trop grande agglomération de troupes, des épidémies de fièvre typhoïde sévissent avec une intensité inouïe et font de très nombreuses victimes. L'autorité maritime n'a non-seulement pris aucune mesure préventive, mais elle a cru devoir, malgré la température tropicale dont nous jouissons, faire drager la partie de la drague où sont casernés les marins. Ce dragage a fait dégager une grande quantité de miasmes qui sont, personne n'en doute, une des principales causes des décès qui ont eu lieu parmi les marins des équipages. De plus, les troupes de l'infanterie de marine sont casernées au Mourillon dans une caserne pestilentielle ; il en est de même de la caserne occupée par les ouvriers d'Etat.

Caserne du Grand-Couvert. — Depuis le 2 juin 1882, le conseil municipal de Toulon, les ministres de la guerre et des finances, la Chambre s'occupent d'un projet de loi ayant pour but de céder cette caserne à la ville de Toulon.

Cette caserne, entourée de petites rues sales, est un véritable foyer d'infection ; la troupe a dû l'abandonner.

La solution de cette question est encore attendue.

L'Arsenal. — L'Arsenal principal est infecté par les divers canaux qui s'avancent dans son intérieur. Parmi ces canaux, nous citerons particulièrement le canal de la Boulangerie, dans lequel vient déboucher l'égout de l'hôpital maritime. Cet égout charrie continuellement un tas de matières qui se répandent dans le canal, s'y corrompent et donnent naissance à des gaz pestilentiels.

Ce canal est si peu souvent nettoyé qu'il n'y a pas un mois la fange était plus

nauséabonde, un bûcherage a eu lieu, mais il a été si béni qu'aujourd'hui encore on voit, pendant tout le jour, se dégager à la surface de l'eau des milliers de bulles gazeuses. Les autres canaux sont, à peu de choses près, dans le même état.

De plus, ajoutons aussi que l'eau alimentant les fontaines publiques a un goût saumâtre, surtout en été. Lorsqu'il serait très facile à l'autorité maritime de faire introduire dans l'arsenal les eaux de la ville.

La jetée. — Nous ne saurions terminer cette énumération sans parler de la jetée qui empêche le renouvellement des eaux du port en arrêtant la marée du large. La construction de la jetée a été combattue par toute la presse, au point de vue sanitaire ; quant à son importance militaire, elle est douteuse. La jetée n'a produit qu'une seule chose ; elle a été la cause que bon nombre de bateaux marchands ont déserté notre port.

L'incurie municipale n'est pas moins grande que celle de l'autorité maritime ; et pourtant, aux élections municipales, tous les programmes portaient en première ligne qu'on s'occuperait de l'assainissement de la ville.

Qu'a-t-on fait ? Rien.

Quelques-uns trouveront peut-être que nous sommes excessifs en disant que l'on n'a rien fait.

Nous allons donc citer les grands travaux de nos édiles :

1° On a gaspillé un demi-million pour faire un monument luxueux : « L'École Rouvière », tandis que, dans les faubourgs, les enfants sont entassés dans des salles tout à fait insalubres ;

2° On a élaboré un Traité des eaux qui livre la source du Bagas au monopole de la compagnie des eaux de Paris ;

3° On a commencé un nouvel édifice : le Musée, sans prendre aucune mesure financière, sans savoir comment et avec quoi on paiera ;

4° Craignant que la caisse municipale ne regorgeât d'or, on a inauguré des fêtes locales. On avait même poussé les choses plus loin, il y a quelques années : des subventions avaient été accordées à tous les quartiers pour organiser des fêtes.

On gaspillait ainsi les finances sans se soucier le moins du monde des conséquences que pourrait avoir l'insalubrité de la ville.

Mais, à peine l'épidémie s'est-elle dé-

clarée que le maire forme une commission dite de salubrité publique et MM. les bourgeois s'aperçoivent alors :

1° Que les ruisseaux, les ponceaux sont remplis d'une boue noirâtre et de débris de toutes sortes. Ils en ordonnent le nettoyage immédiat. Ce nettoyage qui dure depuis huit jours n'est point encore terminé ;

2° Que les écuries, les entrepôts de chiffons, d'os, de volailles, établis au milieu de la ville, peuvent amener des maladies épidémiques ;

3° Qu'il était nécessaire de faire circuler de l'eau en abondance dans les ruisseaux, tandis qu'avec leur *Traité des eaux*, ils veulent nous rationner jusqu'à l'eau potable.

L'administration municipale ne veut pas seulement être dégoûtante, elle veut aussi paraître cynique.

C'est ainsi que dans une affiche où M. le maire indique à la population les mesures hygiéniques à prendre, il recommande de ne point faire d'excès. Nous demanderons à cet ex-professeur de philosophie quels excès peuvent faire ceux qui manquent de travail ou ces ouvriers accablés de misère et obligés, après une laborieuse journée de travail, de boire de l'eau.

Mais, ignare bourgeois que vous êtes, vous ne voyez point ces enfants que la misère oblige à tendre la main, vous ne voyez point ces malheureux qui manquent de pain, et que c'est à ces travailleurs que vous recommandez de ne pas faire d'excès ?

Il est vrai qu'il n'y a que ceux qui sont ivres pour appeler les autres ivrognes.

Nous venons de voir la part de responsabilité qui incombe aux autorités municipales et maritimes dans la propagation du fléau ; la rapacité bourgeoise assume une part de responsabilité tout aussi grande.

N'est-ce pas la société bourgeoise dans laquelle nous vivons, qui engendre la misère ; et la misère, n'est-ce pas ce qui prédispose à la mort tant de travailleurs, en cas d'épidémie.

De plus, quel est le but de tous les propriétaires ? si ce n'est de retirer le plus de bénéfice possible, tout en faisant le moins de dépense qu'ils pourront. Nous voyons ainsi s'élever ces logements d'ouvriers où l'air ne circule jamais et où le soleil ne pénètre que rarement. Et l'on sait si ces logements sont nombreux dans notre ville !

Et nous ne voyons point élargir et en sorte que les neuf dixièmes des logements sont insalubres.

La bourgeoisie n'a pas à s'inquiéter des ravages que fera le fléau dans les quartiers ouvriers, puisqu'elle a assuré le service des hôpitaux.

Aux horreurs du fléau vient encore s'ajouter une augmentation de misère, tant pour les ouvriers dont les patrons sont allés respirer l'air des grands espaces que pour ceux qui ont préféré partir pour échapper à la mort.

Combien alors, prolétaires, doit être lourde votre chaîne de misère ! Combien alors vous devez comprendre la différence qu'il y a entre votre exploitateur qui se soigne, qui défie le fléau en fuyant à son approche et vous pauvres ouvriers, qui serrez de plus en plus les crans de votre ceinture pour lutter contre la faim qui vous dévore.

Qu'à fait pour vous, ô affamés des deux sexes, qu'à fait pour vous cette opulente bourgeoisie ? et vous veuves et vous orphelins quels secours pouvez-vous attendre de ceux pour lesquels vous avez sué sang et eau, de ceux qui se sont créés des richesses avec votre misère.

Pour ces ventrus, la terrible épidémie sera un piédestal, ce sera le ruban rouge pour l'un, un moyen de mieux exploiter les prolétaires pour d'autres.

Et, en effet, quel est le but de ces sous-crupteurs qui versent des sommes plus ou moins grandes en faveur des familles attaquées par le choléra ? Si ce n'est de se faire une renommée qui leur assurera de plus gros bénéfices ?

Car tous les francs que vous pourriez rassembler, ces francs se changeraient-ils en millions, ne pourraient jamais payer la vie de ces travailleurs que la misère et votre incurie ont tués.

Et pourtant, travailleurs, c'est vous qui êtes le nombre, et par suite la force, vous seuls pouvez vous débarrasser de cet ordre social qui est seul responsable des victimes que va faire le choléra.

Et tandis que les bourgeois, à quelque nation qu'ils appartiennent, se liguent pour défendre leurs intérêts, vous, prolétaires, vous ne vous êtes point servi de votre force.

Démolissez donc cette société bourgeoise qui, non contente de vous exploiter, non contente de vous écraser d'impôts, ne vous laisse, à vous créateurs de toutes les ri-

chesses, que le choix entre la misère et la mort.

Soulevez-vous et, semblables à vos pères, à ceux que l'Histoire appelle les Jacques Bonhomme, portez la pioche et la torche dans cette pourriture qu'on appelle la *société bourgeoise*.

Démolissez ces logements infects que naguère Gambetta appelait des repaires et que le propriétaire vous loue à prix d'or.

Détruisez la maison de ce patron qui crève d'indigestions, tandis que vous mourrez accablé par la faim.

En un mot, détruisez l'ordre bourgeois, le plus terrible de tous les choléras.

Au moment où je termine ma lettre, j'apprends que par ordre du ministre de la marine, une commission dite de secours s'est réunie à partir du 4 pour fournir des secours immédiats aux familles des victimes du choléra, dépendant du ministère de la marine, tels que marins, militaires, ouvriers des ports. La commission statuera sur les demandes de secours. Dans aucun cas elle ne pourra accorder plus de 80 francs de secours et moins de 40 francs. Il faut croire que pour ces messieurs, la vie d'un homme a peu de valeur.

HO FAME !

HO FAME ! — ecco il grido che surge straziante dal petto del proletario.

E l'eco di questo grido si ripercuote minacciosa nella solitudine delle valli e nelle volte dell'officina ; nelle vie spopolate dei borghi e nelle rumorose contrade della città.

Ho fame ! grida il contadino fra gli spasimi atroci della pellagra. — Ho fame ! grida il mietitore tremante nei brividi della febbre fra i miasmi delle maremme. — Ho fame ! gridano incessantemente i laceri figliuoli dell'operaio.

Così grida il bimbo che non trova latte nel seno materno — il fanciullo cui non basta lo scarso vitto a sviluppare le membra atrofici dell'adulto — o cui riesce impossibile trovare lavoro.

E questo grido lo sentono i ricchi ; ma non lo ascoltano, e divagano i rimorsi del loro egoismo fra le gioie dei teatri, delle danze e dei banchetti.

E questo grido lo sentono impauriti i Governi ; ma lo soffocano o coll'ammuntuzia di bugiarde concessioni o colla prepotenza dei loro cannoni.

Badate, o ricchi. — Badate, o Governi !

Voi siete potenti ; ma LA FAME è più potente di voi.

Coll'oro si opprime il bisognoso — cogli eserciti si uccidono i ribelli ; ma chi ha fame ruba quell'oro, disperde quegli eserciti, e diventa padrone.

Ricchi, ascoltate chi ha fame — Governi non protegete chi opprime ! Finora il proletario ha supplicato umile e pauroso ai vostri ginocchi ; ma oggi ha fame, e vi comanda imperioso « *Datemi pane.* »

La timida colomba è diventata avvoltoio — il coniglio è diventato leone.

PANE ! o ricchi, se non volete perdere tutto quello che avete.

PANE ! o Governi, se non volete precipitare nel nulla.

Il ventre dell'affamato grida imperiosamente vendetta, e badate che questa non piombi come terribile folgore sul vostro capo quando non sarete più in tempo a concedergli quel pane che oggi negate.

UN AFFAMATO.

L'HOMME LIBRE

Réfutation du Droit des Majorités.

Pour que l'homme puisse évoluer librement il ne lui faut pas d'entraves : voilà pourquoi nous anarchistes, sommes ennemis du suffrage direct ou indirect. Nous disons mieux : sans délégation aucune il prendrait même envie à une masse d'invidus — majorité si vous voulez — de faire des lois ou règlements contre lesquels il faut réagir. Et pourquoi ? Parce que l'initiative de l'homme n'a pas son libre cours, tant qu'il y a une autorité quelconque au-dessus de lui, et il ne doit reconnaître comme lois, que

celles déduites de la science et la nature.

Exemple : Vous reconnaissez qu'une machine fonctionne mal, je suppose : étant libre, vous cherchez à obtenir le perfectionnement que vous désirez ; si vous réussissez l'on vous suit, c'est-à-dire que devant l'expérience personne ne peut nier le progrès obtenu, si vous échouez, vous n'avez que la peine de recommencer sur un autre sujet, si cela vous fait plaisir. Tandis qu'avec les gouvernements actuels ou futurs : les moyens dont vous disposez sont insuffisants, et vous n'êtes pas libre de mettre nos projets en exécution.

Nous ferons encore remarquer ceci aux divers socialistes étatistes : Tout étant centralisé et tenu sous la forte main de l'Etat, comment feront ceux qui, ayant conçu des idées nouvelles voudraient les développer par la presse. Ou encore, si l'on voulait combattre vos lois ou règlements, ou vous-mêmes ; quelle liberté aurions nous pour le faire ?

Ce serait comme si l'on demandait au gouvernement actuel, de nous prêter les colonnes du journal officiel pour y exposer nos idées d'anarchie, on nous refuserait à coup sûr, et vous, vous feriez de même. Eh bien ! à nos risques et périls nous avons des journaux pour défendre nos droits ; c'est ce que l'on ne pourrait continuer de faire avec votre système de centralisation et d'autorité.

Donc, nous dirons toujours à la masse : Désormais, elle ne te courbe ni devant une majorité, ni devant une minorité d'autocrates. Travailleurs ! Restez libres de façon que si vous venez à vous engager dans une mauvaise voie, vous puissiez en sortir vous-mêmes. D'abord c'est un fait avéré, le progrès n'est jamais sorti de la tête des gouvernants ; mais au contraire des individualités. Il faut donc que cet, ou ces individus, aient toute latitude pour développer leurs pensées. L'éteignoir a fait son temps il ne faut pas le faire revivre.

L'on nous objectera, peut-être, que si l'homme était libre d'agir à sa guise il y en aurait qui tourneraient mal. Ceci est une erreur. Il ne faut pas se baser sur l'homme artificiel qui existe aujourd'hui, à qui l'on a bourré le cerveau de préjugés ; ce qui, joint à la lutte pour la vie, qu'il est obligé de soutenir, le rend acariâtre, mauvais sujet. Il ne faut pas

être autrement : l'homme comme un miroir reflète la société dans laquelle il vit. Ce qu'il faut au contraire, c'est de le regarder, de l'étudier dans un milieu où il pourrait satisfaire ses besoins, sans entrave aucune, où l'ambition n'aurait pas de prise, puisqu'il lui serait impossible de dominer ou de commander ses semblables. Ceci établi, la société s'harmonise, chacun cherche le milieu qui lui convient le mieux, les groupes de production se forment, on se divise le travail selon les affinités, quand quelqu'un n'est pas content d'un groupe il change et vice versa. Et voilà comment avec la liberté on établit l'harmonie, chose que ne réaliseraient jamais les gouvernants présents ou futurs.

Représentation a Montbrison au lieu dit la Cour d'assises

Notre ami, le compagnon Gay Simon, paraissait le vendredi 20 juin devant le jury de la Loire, ayant à répondre sur trois chefs d'accusation :

1° Excitation au meurtre, 2° au pillage, 3° à l'incendie, délits commis dans une conférence publique faite à Roanne le 7 octobre 1883 par le compagnon Crié.

Tableau. — Toujours les trois hiboux traditionnels composant ce qu'ils nomment la Cour à côté le sieur Mantes, bêcheur surtout quand il s'agit des anarchistes ; enfin les douze jurés qui tiennent entre leurs mains la destinée de ceux qui se présentent devant les enjuponnés.

Notre ami Gay présente sa défense lui-même.

Il énumère en quelques phrases la situation du travailleur dans notre belle société. Aujourd'hui, dit-il, que le machinisme a envahi toutes les industries, les exploitateurs jettent à la porte des ateliers tous ceux que leurs âges ou leurs infirmités empêchent de produire autant que les jeunes. Or, que doivent-ils faire ces travailleurs ? Sinon protester contre l'ordre de choses établi, et, finalement se révolter ! Le sieur Mantes a l'audace de dire compagnon Gay, qu'il ne travaille pas et qu'il

vit de la politique. Mais notre ami qui gagne sa vie depuis l'âge de sept ans par sa seule force musculaire, vu qu'il est terrassier, a bientôt fait de démontrer au dit Mantes qu'il a menti. — Le compagnon Gay maintient le chef d'accusation de meurtre attendu dit-il que les travailleurs ne pourront jamais s'émanciper sans effusion de sang, quoiqu'il le journal *l'Express* dans son numéro du 21 juin fait dire à notre ami *infusion de sang*. Mais nous répondrons au saligaud de *l'Express* que si Gay eut usé ses culs de pantalons comme lui sur les bancs du collège, il serait aussi fort en rhétorique que les aristos de *l'Express*.

Si toutefois le compagnon Gay a dit infusion au lieu d'effusion, nous trouvons le mot bon quand même. En quelques paroles notre ami fait le procès du suffrage universel, qui n'a jamais servi qu'à consacrer le principe d'autorité, et mystifier les travailleurs ! Gay termine ainsi : Je suis et reste anarchiste quel que soit le verdict du jury.

Conclusion : Six mois de prison.

CORRESPONDANCES

Lettre de Paris

Il ne manquait plus à nos gouvernants, maîtres experts dans l'art de détruire les fils des travailleurs en les semant dans les plaines marécageuses du Tonkin. Il ne suffisait pas à ces tristes crétins que l'épée ouvrière aille se faire tuer pour la défense de leurs intérêts. Non ! aujourd'hui, ils ont trouvé un autre moyen, déjà en pratique. Des le berceau, l'enfant appartiendra au gouvernement à l'armée. A peine sorti du berceau, on lui donnera un fusil et on l'incorporera dans ce qu'on nomme aujourd'hui les bataillons scolaires. Que l'enfant n'apprenne rien, que les parents soient mécontents de l'insuffisance de l'éducation donnée. Qu'importe à nos gouvernants, n'ont-ils pas dit que le fils du pauvre était aux ordres de ses maîtres : les riches ?

Qu'importe s'il n'a rien pour reposer sa tête, pas même sa liberté à défendre, pourvu qu'il serve à leurs criminels desseins.

Devant toutes ces humiliations que les travailleurs subissent avec résignation n'est il pas juste de leur dire ce que tout cela a de monstrueux ; et de leur répéter encore une fois : Travailleurs ! réveillez-vous ! sortez de cette torpeur où vous êtes plongés ; envisagez la situation qui vous est faite actuellement. Faites un effort pour briser à jamais tous les obstacles qui barrent la route de votre délivrance et de votre affranchissement.

BORDEAUX. — Ce n'est pas sans une vive appréhension que la bourgeoisie voit le mouvement révolutionnaire prendre de l'extension, surtout dans notre ville, qui a été jusqu'à ce jour une ville bourgeoise, étant plus commerciale qu'industrielle. Aussi, depuis six mois n'a-t-elle rien négligé : perquisitions domiciliaires, arrestations, vexations policières de toute sorte ; tout a été mis en œuvre contre les anarchistes, afin de les intimider et de mettre obstacle à leur propagande.

Ça ne lui a pas réussi ; car pour un découragé, dix sont venus nous dire : « Bravo ! camarades ; continuez, nous sommes avec vous !... » L'opinion publique a été en faveur des anarchistes contre leurs lâches et hypocrites persécuteurs. Et si la multitude qui travaille, la masse du peuple dans son ensemble ne viens pas nous aider, c'est que, comme partout, elle est courbée sous une exploitation infâme, qui ne lui laisse ni le temps, ni la force de réfléchir, d'étudier ses droits et les moyens de les revendiquer. Mais elle a comme un vague instinct que la situation actuelle ne durera pas, car tout le monde la trouve de plus en plus intolérable ; et malgré tous les préjugés dont les travailleurs sont imbus, l'idée révolutionnaire s'infiltré petit à petit dans les cerveaux prolétaires...

Le principe anarchiste est implanté à Bordeaux ; il y plane comme l'éternel cauchemar de la tyrannie capitaliste, comme le spectre de l'effondrement du vieux-monde, qui doit anéantir à jamais la cupidité des riches.

Dans votre dernier numéro, vous avez annoncé la publication d'une *Revue Internationale*, où des collaborateurs anarchistes des deux continents traceront le tableau de la situation économique de leur région, et décriront l'esprit et les tendances des populations. Cette publication, dont l'importance pourra être considérable, paraîtra certainement, sinon tout de suite, du moins à une époque peu éloignée.

Mais en dehors et indépendamment de cette *Revue* d'une importance générale, les groupes anarchistes de Bordeaux ont cru utile de publier un journal hebdomadaire, afin de faire pénétrer dans la foule asservie les idées de révolte et de liberté. Nous voulons jeter à l'écho notre cri du cœur : le grand principe de la régénération humaine ! Nous croyons qu'un journal local, en s'inspirant des sentiments de la population, pourra rendre quelque service au point de vue de la propagation des idées, en même temps qu'au point de vue du groupement.

Et puis, avant de détruire la bourgeoisie en tant que classe — et en tant qu'individu s'il le faut — nous voulons lui dire encore plus haut ce que nous voulons. Au peuple, aux pauvres, nous leur parlerons de la Révolution, en leur disant de placer là leurs espérances.

NICE. — *Justice!!!* Le 27 juin, le tribunal siégeait au palais de ce que, par vieille habitude, on appelle justice.

Un chantre d'église avait insulté un fonctionnaire, parce que ce pauvre esclave de l'armée n'avait pas présenté les armes à la procession et à Monseigneur calotte.

Oeuvre de la justice, les souteneurs de... dame Thémis ont acquitté le délinquant, c'est que ledit chanteur de psaumes et d'orémus est en même temps *disciple passif de Sodome* et que évêque, président et commandant de place sont très probablement de ses clients assidus. Puis notre troupier peut bien être le fils d'une des victimes de la Semaine sanglante.

— Une autre affaire, que nous pouvons appeler procès d'anarchistes, se présente à la barre.

Cinq hommes dangereux sont devant les enjuponnées. Un, surtout, est plus dangereux que les autres, étant chef d'une section pour la propagation de la République universelle et l'abolition des frontières.

Ceux-là ne vont pas chanter au lutrin ; ceux-là reçoivent *Il Dovere* et *l'Affamé*, ceux-là ont voulu savoir quel était le salaire que leur exploitateur leur allouait et, pour arriver à connaître le prix de leur sueur, ces hommes dangereux ont entravé pendant une heure et demie le travail de tout un troupeau, de ceux que, par ironie, on appelle *les ouvriers* et cela au préjudice de leur bourgeois-affameur, qui venait sans crier gare de diminuer le prix d'heure des tâcherons.

N'avait-on pas le droit de les croire anarchistes et partant de les condamner, c'est ce qu'on a fait.

Fabiano Secondo et son second à 10 jours chacun, les trois autres à 3 jours ; ils étaient détenus depuis 20 jours ; à l'expiration de leur peine, ils iront en Italie voir si cette République universelle est plus facile chez eux que chez nous, car nous n'avons que faire de ces choses-là en France. (Réquisitoire du procureur de la République.)

— Un escroc, ils appellent ça abus de blanc-seing, d'une somme de 15,000 francs, a été aussi acquitté.

C'est que, dans ce procès, aurait été compromis un notaire, et un notaire est pour les cagots de la magistrature un copain ; or, il ne faut pas qu'un homme de robe perde de son prestige sur la vile multitude des parias.

A bientôt, juges intègres, vous qui êtes si justes et si impartiaux, à bientôt notre revanche !

UN ESCROUÉ DE LA SOCIÉTÉ ACTUELLE.

ARLES. — *Un vol!* — En 82 un ouvrier mourut laissant sa femme avec six enfants en bas âge. Les ouvriers des salins de Giraud firent une souscription qui produisit 400 fr., lesquels furent remis au directeur qui devait les donner dès que le le besoin s'en ferait sentir. 145 fr. sont encore en sa possession. Qu'en compte-t-il faire ? Un parent qui travaille aux salins voulut les demander, pour toute réponse on menaça de le révoquer. Un autre ouvrier indigné fit paraître deux articles, tout en gardant l'incognito. Le directeur

général en ayant eu connaissance finit par en découvrir l'auteur ; après une enquête dans laquelle l'ouvrier fournit les preuves de ce qu'il avançait, on conclut qu'il fallait révoquer cet énergique affamé.

Nous mettons M. Franc au défi de nous prouver qu'il n'a pas gardé 145 fr. On peut donc arracher le pain de la bouche des enfants sans crainte aucune dès qu'on est directeur.

C'est une leçon pour ceux qui auront à confier. Que les ouvriers s'adressent toujours à leurs exploitateurs et ils en auront des nouvelles.

SAINT-BAUZILLE-DU-PRETOIS-HÉRAULT. — Dans la nuit du 24 juin 500 pieds de vigne ont été coupés dans la propriété de M. Bertrand. La « justice » informe. Pour éviter des tracassés à la police, ce monsieur devrait se rappeler qu'il occupe dans sa filature les ouvrières au prix de 90 c. l'hiver et 1 fr. 40 en été.

SAINT-QUENTIN. — Plusieurs milliers d'ouvriers ont été obligés de se mettre en grève, parce que les fabricants en présence de la grande masse de meurts-de-faim sans travail ont cru nécessaire de rogner le salaire du 25 0/0. Rien d'étonnant là, puisque c'est l'« ordre » capitaliste. Ce que nous trouvons regrettable, c'est que les prolétaires n'osent pas encore attaquer la racine du mal : la propriété individuelle.

Il faut signaler l'attitude ignoble de la presse bourgeoise. Quand les ouvriers sont forcés de s'opposer par les grèves aux exigences infames de leurs exploitateurs, ces « journalistes » payés à tant la ligne, s'écrient : « Soyez raisonnables, cédez ; ouvriers, l'industrie nationale dépérit, ne vous obstinez point ; votre résistance facilitera la concurrence étrangère. » Ce refrain chanté dans tous les pays a été poussé à Saint-Quentin.

Que les ouvriers ne soient plus dupes de ces manœuvres hypocrites. Qu'ils s'unissent au contraire avec les ouvriers des autres pays, qu'ils agissent en commun et cet épouvantail se retournera contre la bourgeoisie elle-même.

Correspondances Internationales

ANGLETERRE. — (Burnley, comité de Lancaster). — Une grande grève vient d'éclater parmi les tisserands. Il y a plus de 12,000 grévistes. Cause : Défense de l'industrie nationale au frais des ouvriers par les riches fabricants. C'est partout et toujours la même chose. Est-ce que les ouvriers anglais, plus pratiques que les autres, vont employer le remède recommandé par la *Justice* de Londres, et vont s'emparer des fabriques pour organiser le travail pour leur propre compte ? Ce serait un exemple à donner et la seule solution définitive de la question éternelle de l'« harmonie entre le capital et le travail. » Nous croyons cependant, que les prolétaires anglais, tout comme ceux des autres pays, sont encore trop imbus des préjugés surannés, de ce respect ridicule de la sacro-sainte « propriété » pour employer le seul moyen salutaire.

PORTUGAL. — Le peuple se laisse mener par le bout du nez ici comme partout ailleurs. Pour lui faire oublier qu'il a le ventre creux, la bourgeoisie lui organise de temps à temps des tournées électorales, dans lesquels Monsieur Va-nu-pied, sans s'apercevoir qu'il est la marionnette dont ses ennemis séculaires tirent la ficelle, croit jouer le rôle principal. C'est comme ça qu'il arrive à se faire casser la tête pour ceux qui se frottent les mains derrière les coulisses.

Comme un journal ouvrier de Lisbonne, *A Voz do Operario* (La Voix de l'Ouvrier), l'annonçait dans un petit entrefilet de trois lignes, le parti ouvrier socialiste avait résolu de s'abstenir dans cette lutte. Malgré cela le rédacteur faisait dans son premier du même numéro une propagande acharnée pour les candidats républicains. On voit que les tripoteurs politiques se sont fauflés partout dans les rangs prolétaires pour dérouter les ouvriers du seul but à poursuivre : Destruction du salariat, reprise et socialisation de la propriété. Espérons que les prolétaires portugais reviendront vite de leurs erreurs actuelles.

AUTRICHE. — Comme nous l'avons dit, le procès contre le compagnon Stellmacker,

a eu lieu à Vienne. Il a reconnu d'avoir exécuté le policier Bloech, de Florisdorf qui, comme Hubek, exécuté avant lui, était un ennemi acharné des ouvriers socialistes et qui a fait de nombreuses victimes parmi les prolétaires avec ses moucharderies. Stellmacker a eu une attitude digne devant le tribunal exceptionnel qui a été installé à Vienne à la place des assises, abolies pour le rayon de la ville pendant la durée de la loi exceptionnelle qu'on a créée en Autriche. Il a refusé de répondre sur toute autre question que celle qui avait trait à l'acte accompli par lui, il disait, que quoiqu'il pouvait savoir ou deviner sur les différentes affaires dont on lui parlait, il ne voudrait rien répondre de crainte de compromettre quelques autres personnes de son parti.

Il a défendu ses idées anarchistes et il a tranquillement entendu la sentence des valets de bourreau qui l'ont, naturellement condamné à la mort. Le procès Hammerer, dont les soi-disants « complices » ont été déjà jugés, laisse toujours attendre.

HONGRIE. — La marée monte visiblement. Il semble que la propagande des socialistes révolutionnaires portent leurs fruits ; cela ferait comprendre la fureur des gouvernants et de la bourgeoisie contre eux. Dernièrement il y avait des élections pour la Chambre des députés. Les bourgeois maggars, plus cyniques — ou peut-être moins rusés encore que ceux de beaucoup d'autres pays, se sont conservés le droit du vote pour eux seuls, la grande masse n'y participe pas. Pourtant elle avait joué dans les élections précédentes son rôle de figurant. Les riches candidats l'achetaient avec un rien pour les accompagner applaudir et, souvent, pour tomber sur leurs adversaires politiques. La masse, en beaucoup d'endroits, n'était pas du tout disposée à se laisser entraîner par messieurs un tel ou tel autre, mais elle a commencé à tomber à bras raccourci sur tous ceux qui se présentaient pour faire « son bonheur » sans trop demander sous quel pavillon ils se présentaient. Aussi le ministère Fesza, quoiqu'il ait une majorité, chose qu'un ministère, quelque peu habile qu'il soit, aura toujours, est

tout à fait ébahi, comme d'ailleurs les politiciens de tous les partis, et ils sentent que la « victoire » n'est qu'une victoire de Pyrrhus, que dans le sein du peuple se prépare quelque chose, vu la stupidité des gouvernants, qui toujours et partout, croient arriver à supprimer une idée en persécutant ses partisans, en les supprimant au besoin. Il faut s'attendre à une ère de réaction la plus complète, qui provoquera des symptômes de mécontentement, accélérant ainsi l'heure de la Révolution qui renversera tout à la fois, le dualisme et ceux qui l'ont inventé.

ALLEMAGNE. — Il y a quelques semaines nous avons dit que le conseil fédéral allemand, c'est-à-dire Bismarck, qui fait danser les représentants des autres Etats fédérés selon sa volonté, allait soumettre au Reichstag une loi contre les anarchistes, dynamiteurs et on ne sait contre qui encore.

Voilà quelques articles que les « représentants du peuple » ont avalé et recracher avec la gracieuseté la plus parfaite : § 1^{er}. — Sera puni avec bague (pas moins de 2 ans) quiconque par explosion aura causé un danger pour la vie d'hommes ou pour la propriété ; et de 10 ans au bague perpétuel quiconque par une explosion causera mort d'hommes ou qui entreprendra l'explosion avec l'intention de tuer ou de piller.

§ 2. — Si une des actions susdites a été accomplie par plusieurs personnes ou qu'elle ait été accomplie par une seule, en suite de convention entre plusieurs, le bague ne sera pas moins de trois ans.

§ 3. — Si plusieurs personnes se sont concertées dans un but pareil, sans avoir essayé de le mettre en pratique, elles seront punies avec bague ou prison d'au moins six mois.

§ 4. — Quiconque provoquera devant une foule ou par affiches, imprimés ou tout autre manière à ces actes ou à leur complicité ; quiconque glorifiera ces actes, sera puni avec prison jusqu'à trois ans.

Le projet a été accepté à l'unanimité. Les députés social-démocrates se sont abstenus (!!!) de voter par considérations d'opportunité selon leur déclaration.

Si Bismarck et ses complices font des lois pareilles, ils savent parfaitement bien qu'ils méritent un châtimement et ils le craignent. Les faits ne manquent pas pour démontrer au peuple toute la bassesse, toute l'infamie de ces meurtriers haut placés. Le tribunal suprême avait condamné en octobre 1881 neuf socialistes, parmi eux quelques anarchistes, à plusieurs années de bague pour haute trahison, consistant en formation de groupes pour la propagande socialiste, réception d'argent pour les journaux socialistes, divulgation de celle-là, etc. Maintenant les derniers des condamnés ont fini leur temps et quitté le bague de Halle, où tous les neuf avaient été internés. Trois des neuf sont morts dans la prison par suite des mauvais traitements qu'on y fait subir aux prisonniers politiques ; un quatrième est devenu incurablement fou. Cinq seulement ont pu quitter cet enfer et eux aussi se ressentent pendant des années de la prison, car leur santé est tout à fait ébranlée. Et avant eux il y en a eu déjà d'autres qui ont été tués dans cette guillotine sèche. Quelle volupté quand l'heure de la vengeance sonnera !

PLUS DE FRONTIÈRES

Par Lucien PEMJEAN. — Prix : 30 cent.

Aux conclusions que tire le compagnon Pemjean dans cette brochure, écrite « avec une ardente conviction de révolutionnaire sincère et passionné », nos amis comprendront qu'elle mérite d'être lue.

En voici, du reste, un passage qui indique clairement sur quel terrain s'est placé l'auteur :

« Le moment n'est-il pas venu d'ouvrir les yeux aux opprimés de toute race, et de leur faire comprendre que l'intérêt, non moins que la raison, leur commande de mettre un terme aux monstrueux complots de leurs exterminateurs, en s'unissant contre leurs ennemis communs, leurs seuls vrais ennemis, le despotisme et l'exploitation séculaires ? »

« Enfin quelle doit être, en cas de conflit international la conduite des groupes et des militants du parti socialiste, ces avant-coureurs, ces pionniers de l'émancipation

universelle ? »

« Telles sont les questions que nous examinons dans cette brochure, avec une ardente conviction de révolutionnaire sincère et passionné. »

« Nous avons conclu : Plus de patrie ! Plus de frontières ! Plus d'armée ! Plus de guerre ! Révolte contre ces inventions stupides et barbares ! Union indestructible des peuples contre les spoliateurs et les tyrans ! »

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR LA

Propagande Révolutionnaire

Des listes de souscription sont au bureau du journal à la disposition des compagnons qui en feront la demande. Nous engageons les détenteurs de listes à nous les renvoyer le plus tôt possible.

CATALOGUE

En vente au bureau du journal

BAKOUNINE. — Dieu et l'Etat.....	0 70
KROPOTKINE. — Aux jeunes gens....	0 10
La Loi et l'Autorité(32 pages).....	0 05
LEFRANÇAIS. — Etude sur le mouvement communaliste de 71.....	1 50
J. LE VAGRE. — Organisation de la propagande révolutionnaire.....	0 15
La Société au lendemain de la Révolution.....	0 25
Programme présenté à la Fédération Jurassienne.....	0 20
SÉVERIN FÉRAUD. — Phraseurs et Proletariat.....	0 15
Les frais de poste en sus.	

SOLUTION DE LA QUESTION SOCIALE

PAR LE

Communisme-Anarchiste

Prix : 50 cent. franco

LE RÉVOLTÉ, organe communisme-anarchiste, paraissant à Genève, abonnement, 1 an 4 fr. ; 6 mois 2 fr. ; 3 mois 1 fr. On s'abonne dans nos bureaux.

[Le Propriétaire-Gérant : C. GODAR

Marseille. — Imprimerie Spéciale de l'Affamé
quai de Rive-Neuve, 1 a